

*Les Autochtones et le Québec. Des premiers contacts au Plan Nord*, Alain Beaulieu, Stéphan Gervais et Martin Papillon (dir.).  
Les Presses de l'Université de Montréal, 2013, 405 p.

Paul Wattez

Les Atikamekw Nehirowisiwok : territorialités et savoirs  
Volume 44, Number 1, 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1027892ar>  
DOI: <https://doi.org/10.7202/1027892ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Recherches amérindiennes au Québec

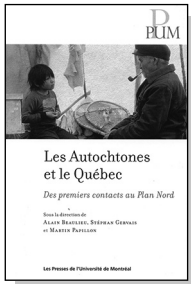
ISSN

0318-4137 (print)  
1923-5151 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Wattez, P. (2014). Review of [*Les Autochtones et le Québec. Des premiers contacts au Plan Nord*, Alain Beaulieu, Stéphan Gervais et Martin Papillon (dir.). Les Presses de l'Université de Montréal, 2013, 405 p.] *Recherches amérindiennes au Québec*, 44 (1), 141–142. <https://doi.org/10.7202/1027892ar>



### **Les Autochtones et le Québec. Des premiers contacts au Plan Nord**

*Alain Beaulieu, Stéphan Gervais et  
Martin Papillon (dir.). Les Presses de  
l'Université de Montréal, 2013, 405 p.*

CET OUVRAGE COLLECTIF et interdisciplinaire regroupe plus d'une vingtaine d'auteurs (22 exactement) représentant près d'une dizaine de disciplines académiques différentes (histoire, linguistique, philosophie, criminologie, anthropologie, droit, sciences politiques, archéologie) et incluant des acteurs autochtones (Cloutier, Picard, Lainey).

Cet ouvrage est explicitement une porte ouverte sur les « rencontres » entre autochtones et Euroquébécois. Le corps du livre est divisé en trois types de rencontres : historiques (première partie), culturelles, sociales, économiques (deuxième partie), politiques et juridiques (troisième partie). Chacune des trois parties propose de nouvelles analyses au sujet de réalités passées et contemporaines vécues au Québec par les populations autochtones, négociées par les élus politiques (autochtones, Euroquébécois et Eurocanadiens) et perçues par les Euroquébécois. Elles reviennent aussi sur les théories et méthodologies et, plus largement, sur les courants de pensée à partir desquels les sciences sociales ont examiné et interprété ces réalités.

La première partie repose sur deux débats. Il est d'abord question de la nature et de la valeur des supports de la mémoire historique propres d'une part, aux non-autochtones,

notamment l'archéologie (Tremblay) et les récits des premiers observateurs européens, et d'autre part, aux autochtones, en l'occurrence la tradition orale (Vincent) et le wampum (Lainey). Les nouveaux examens proposés sont propices à la reconnaissance de la complémentarité des uns et des autres, donc à la réunion de ces mnémotechniques autochtones et non autochtones dans le travail d'analyse de l'histoire. En deuxième lieu, les analyses abordent de nouvelles pistes au sujet du projet politique de souveraineté territoriale aux époques successives où l'autorité était partagée entre Londres et Ottawa (Gohier), où la création de la Confédération a été marquée par l'établissement des réserves (Beaulieu) et où l'autorité était partagée entre le fédéral et le provincial (Morantz). Cette politique est certes toujours caractérisée par un colonialisme définissable par la médiation, la protection et la civilisation, ce qui ne l'exempt pas d'une empathie... tout de même paternaliste. Ces fondements historiques réexaminés pavent la voie à de nouvelles considérations quant à certains des enjeux socio-culturels et socio-économiques les plus prégnants au Québec.

Limage et la représentation de la figure de l'autochtone ont pâti d'un paradoxe historique entre la réalité d'une proximité culturelle entre autochtones et Euroquébécois et le caractère inconciliable véhiculé par le discours politique (Gélinas). La substantielle et menaçante précarité dans laquelle se trouve la très grande majorité des langues autochtones est marquée par un antagonisme entre les nombreux efforts des acteurs autochtones et le désintéret généralisé des acteurs euroquébécois (Drapeau). Les cosmologies autochtones sont d'une certaine manière réhabilitées à l'égal des religions monothéiste occidentales, et ce, par leur caractéristique propre : l'importance du corps dans l'élaboration des savoirs, des pratiques et des discours religieux (Laugrand). Le système de justice pénale canadienne est dépeint comme étant un élément à part entière du projet colonial, étant donné son imposition aux autochtones et, par conséquent, la négation et le

rejet des traditions juridiques vernaculaires qu'il a entraînés (Jaccoud). D'un point de vue économique, les difficultés d'accès aux crédits pour les résidents des réserves, et donc le défaut d'autonomie économique, sont précisées comme étant des impacts directs des politiques coloniales canadiennes (Macdonald). Enfin, le phénomène urbain relativement récent au Québec semble émerger d'une culture autochtone urbaine (Lévesque et Cloutier).

D'autres réalités politiques et juridiques, tout aussi importantes, sont finalement abordées d'après les aspects les plus contemporains qu'ils génèrent du point de vue des relations dans et entre les sphères institutionnelle et civile. Il est question plus précisément des rapports de l'État avec les décideurs politiques autochtones d'un côté, et la population dans sa globalité de l'autre. Plusieurs thématiques sont examinées sous un nouveau jour. Le traitement constitutionnel des droits ancestraux abordé d'après l'enjeu identitaire établit un constat paradoxal entre nouvelles interprétations favorables aux autochtones et judiciarisations intempêtes de leurs réclamations (Leclair). En outre, la redéfinition des rapports politiques est empêtrée dans une contradiction. En effet, elle ne semble pas pouvoir passer par le cadre historique post-Oka (Salée), rongé par une dynamique déséquilibrée entre faibles avancées et force du statu quo – le statut minoritaire des autochtones –, alors qu'elle semble pouvoir pourtant se renouveler dans le cadre des traités modernes. Si ces derniers ne constituent pas une panacée (Papillon et Lord), puisqu'ils ne garantissent ni une réciprocité entière ni une considération sérieuse des concepts, structures et institutions des autochtones, comme dans le cas des gestions des ressources naturelles (Scott), ils laissent cependant une place suffisante aux politiques autochtones de l'espoir et à leur imaginaire créatif pour élaborer des voies vers l'autonomie (Rodon).

Le thème de la rencontre se pose inévitablement en termes de comparaison et de différence entre autochtones et non-autochtones. Il n'est donc pas

question uniquement des autochtones. Au contraire, la position des auteurs est focalisée sur les rapports aux contextes historiques et contemporains qui se sont élaborés et continuent de s'élaborer le long de tensions et d'inadéquations, de rapprochements et de conjugaisons entre les concepts, les structures et les instruments des uns et des autres. La contrainte imposée aux autochtones de faire avec les concepts, structures et instruments des non-autochtones, dans les sphères scientifiques, politiques et civiles, n'est pas pour autant minimisée, au contraire. Dans ce contexte, les analyses font le constat d'un jugement de valeur dominant qui repose sur les principes de la séparation et de l'opposition, voire du rejet, en faveur des référents non autochtones et au détriment des référents autochtones. La démarche des auteurs est clairement orientée vers un rééquilibrage. Leur position est sans ambiguïté : ils sont pour la reconnaissance au moins équitable des référents autochtones, sans en gommer les différences propres et partagées avec les non-autochtones.

L'organisation thématique des analyses d'après les trois parties confère une valeur heuristique et pédagogique au propos général de l'ouvrage, ce qui favorise la compréhension des réalités contemporaines, et alors, éventuellement, leur explication à autrui. L'intention de cet ouvrage, de « faire mieux » aujourd'hui que ce qui a été fait jusqu'à présent, est des plus honorables, d'autant plus que le résultat collectif de ces contributions y concourt sans aucun doute : il creuse une brèche dans l'« impasse » interculturelle (p. 13, 16) dans laquelle les rapports entre autochtones et Euroquébécois sont coincés depuis leur premiers contacts jusqu'à aujourd'hui, ce qui est particulièrement révélé dans les débats récents autour du Plan Nord. Cet ouvrage constitue incontestablement un outil de référence pour mieux comprendre les différences culturelles, socio-économiques, politiques, historiques et contemporaines entre autochtones et Euroquébécois. Mais pour qui? De facture scientifique, il est destiné principalement aux

professionnels (autochtones ou non autochtones) « spécialisés » sur les réalités autochtones, plutôt qu'au grand public ou à toute personne s'intéressant aux autochtones présents au Québec, ce qui est pourtant une de ses vocations, selon la direction d'édition.

Les notions de « dialogue » et de « rencontre » (p. 26) qu'il met en perspective et qu'il prône semblent difficilement accessibles aux non-initiés (autochtones et allochtones) au discours scientifique et/ou au quotidien des réalités qu'il décrit, soit la majorité des autochtones et des Euroquébécois. Le cadre académique de cette publication la positionne dans une sphère d'expression et de réflexion scientifique à la forme, de plus, est dense et volumineuse (400 pages). Les enseignements qu'il présente paraissent donc difficiles d'accès au plus grand nombre de personnes des deux populations. Ils contribuent ainsi à un dialogue et un rendez-vous spécialisés entre scientifiques, et aussi entre ces derniers et les décideurs politiques (autochtones et allochtones), plutôt que démocratisés. Un effort en ce sens, c'est-à-dire propice à la mise à disposition du plus grand nombre, pourrait plus certainement contribuer à une diffusion plus aisée intellectuellement, et alors à un accès plus large auprès des deux populations. L'effort de « faire mieux » et vite, car « le temps presse » (p. 11-12), auquel invite Ghislain Picard dans la préface, serait mieux servi semble-t-il si, en plus des scientifiques et des décideurs, le plus grand nombre de personnes peut se saisir des enseignements fondamentaux de cet ouvrage. Il est ainsi regrettable dans cette perspective, par exemple, de ne pas pouvoir terminer la lecture ou de se rabattre en cours de route sur ne serait-ce qu'une synthèse des informations les plus pertinentes et les plus essentielles de chaque partie. Exercice certes difficile, étant donné la diversité et la spécialisation des sujets abordés, mais exercice ô combien important dans l'effort de rapprochement entre autochtones et Euroquébécois, surtout dans le contexte d'ignorance, de préjugés et de racisme envers les autochtones qui sévit encore de nos jours au Québec

et qui tend à se renverser peu à peu. Une synthèse ou une postface de ce genre pourraient fournir quelques bases scientifiques au renforcement de cette tendance positive. Si l'absence de conclusion, de synthèse ou de postface est chose commune dans les publications collectives scientifiques, elle reste regrettable dans cet ouvrage, étant donné l'opérationnalité que ce genre de proposition pourrait y avoir, surtout avec la préface de Ghislain Picard, concise et très éclairante. Le lecteur reste ainsi sur sa faim quant aux perspectives globales de futures rencontres et d'efforts pour « mieux faire » dans le présent comme dans l'avenir.

Cet ouvrage contribue grandement à ce que les rencontres d'hier entre autochtones et Euroquébécois puissent être comprises plus entièrement, c'est-à-dire dans leurs complexités historiques et contemporaines, et ainsi être expliquées de manière plus acceptable, pour que celles d'aujourd'hui et de demain soient vécues avec plus de respect quant aux différences et aux points communs entre les uns et les autres. Cet ouvrage est en ce sens pleinement engagé dans l'incontournable travail de réflexivité et de décolonisation de la pensée (scientifique, politique, civile). Toutefois, il semble qu'une dimension démocratisée additionnelle pourrait compléter cet engagement : rendre le droit et le pouvoir de décision aux personnes dont on parle semble ne pouvoir être assuré que si cet acte s'accompagne aussi d'un geste propice à mettre à la disposition du plus grand nombre de ces mêmes personnes les moyens pour y parvenir – en l'occurrence, ici, les connaissances essentielles.

**Paul Wattez,**  
candidat au doctorat,  
département d'anthropologie,  
Université de Montréal